

BASSMA KODMANI

Directrice exécutive, Initiative de réforme arabe

Merci, Steven. Je pense que ce que nous a dit très éloquemment Renaud Girard mérite un peu de réflexion.

Quelles sont les implications de ce qu'il nous dit ?

D'abord, la laïcité. Je crains que nous ne soyons complètement manipulés dans la définition de cette laïcité. Au nom de la laïcité prétendue du régime syrien, nous avons des crimes de guerre, nous avons l'utilisation de l'arme chimique et nous avons la destruction d'un pays par une dictature qui ne partagera pas le pouvoir. Il est donc essentiel de commencer par dire quelle laïcité on veut. Moi, laïque, démocrate, je ne souhaite pas que le terme de laïcité soit associé à ces horreurs et acquiert une telle réputation, puisqu'en son nom, se fait la pire des politiques confessionnelles et la plus violente.

De même, la manipulation de la fibre anti-islamiste nous conduit à des conclusions qui sont très risquées, à mon sens. Dans ce que vous dites, vous ne proposez pas de solution, vous critiquez. En ce qui concerne la France en particulier, la France a pris les positions les plus dignes, les plus honorables et les plus cohérentes. Le problème n'est pas qu'elle s'est trompée. Le problème est qu'elle n'a pas eu d'alliés fiables dans cette politique et que, seule sur le terrain syrien, il était très difficile d'avoir une politique qui puisse véritablement changer la donne.

Le problème était que nous avons eu par ailleurs une politique occidentale très peu cohérente. C'est un fait. Il fallait faire certaines choses à un certain moment. Elles n'ont pas été faites. La situation s'est compliquée. Plus la situation se compliquait, plus les actions devenaient risquées. Et plus nous attendrons, moins nous aurons de bonnes solutions.

Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est de toute évidence traiter le problème djihadiste en Syrie. Oui, c'est la priorité de tous et des démocrates syriens également. Mais traiter le problème des djihadistes nécessite une approche autre que celle de compter sur Bachar el-Assad, qui est à l'origine de l'encouragement de ce courant. Sachez qu'il fait la guerre systématiquement, qu'il vise personnellement et individuellement les opposants démocrates. Ce sont ceux-là qu'il envoie faire assassiner, chez eux, parce qu'ils représentent la menace la plus grave pour lui précisément parce qu'ils sont laïcs et modérés. Nous sommes donc devant la nécessité de mettre fin à deux extrémismes qui se nourrissent l'un l'autre. La donne est simple si on la regarde ainsi. On ne peut pas nier la chose suivante. Il n'y avait pas de djihadistes en Syrie lorsque cette révolution a commencé. Elle était démocratique. En se militarisant, elle a reçu des financements extérieurs. Ces financements extérieurs sont venus en large partie des pays conservateurs musulmans, où l'islamisme est dominant. Les réseaux privés ont joué, plus que les gouvernements encore, pour alimenter les réseaux islamistes les plus fondamentalistes, qui conviennent peut-être ailleurs mais qui ne conviennent pas à la Syrie. C'est clair. Nous avons donc évolué dans une direction qui n'était pas souhaitée par 90 % ; 95 %, 99 % des Syriens. Mais le meilleur allié des djihadistes, c'est la violence, celle qui a été introduite par Bachar el-Assad. Le meilleur allié des djihadistes aujourd'hui, c'est le chaos que crée le régime.

C'est donc pour cela que personnellement – je ne suis pas la seule – et parmi les démocrates syriens de l'opposition, nous souhaitons la conférence de Genève, nous souhaitons la négociation politique. D'ailleurs, nous l'avons toujours souhaitée : elle n'était pas possible. Aujourd'hui, s'il y a un consensus, il faut aller à Genève, et ce pour plusieurs raisons. La première est que les démocrates retrouveront un terrain d'action, qu'ils n'ont pas aujourd'hui parce qu'ils l'ont perdu. Deuxièmement, parce que je pense que pour Bachar el-Assad, la plus grande menace est de se retrouver en face des opposants démocrates. C'est très dangereux pour lui. Lui-même, à la table des négociations, c'est impossible. Il est aujourd'hui caractérisé par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, comme un criminel de guerre. Navi Pillay, Haut Commissaire aux droits de l'homme vient de dire que les enquêteurs qui travaillent depuis deux ans ont établi les preuves de sa responsabilité personnelle, qu'il a personnellement ordonné des crimes. Il n'est donc pas envisageable que l'opposition s'associe avec Bachar el-Assad mais une délégation nommée par lui, cela va de soi, viendra du côté du régime.

Renaud Girard, grand reporter, *Le Figaro*

Comme il n'était pas envisageable que la France de de Gaulle négociât avec le FLN qui avait assassiné un couple d'instituteurs.

Bassma Kodmani, directrice exécutive, Initiative de réforme arabe

Je crois qu'on n'est pas en désaccord et personne n'envisage la présence de Bachar el-Assad à la table. Viendront à Genève les gens qu'il nommera. Le problème ne se pose donc pas en ces termes-là.

La question qui se pose est celle du contenu de Genève 2. Je crois que pour rendre Genève 2 possible, nous avons besoin tout d'abord de la coopération active et de bonne foi des pays de la région. Nous avons besoin que les combattants étrangers quittent la Syrie, tous les combattants étrangers. Du côté du régime, vous savez peut-être, mais peut-être pas suffisamment, combien le régime compte aujourd'hui sur des milices du Hezbollah mais plus encore sur des milices à caractère purement confessionnel, purement chiïtes, qui disent venir défendre les lieux saints du chiïsme en Syrie, alors que ces lieux n'ont jamais été menacés, et qui se battent pour Bachar el-Assad aujourd'hui. Le départ de ces forces-là doit se produire au début de la négociation. De l'autre côté, les djihadistes et tout ceux qui sont venus de l'extérieur, tout combattant étranger, doivent sortir des frontières de la Syrie.

Je voudrais terminer sur la conférence de Genève en quatre points. Genève 2 doit être fondé sur un document qui est celui de Genève 1. C'est à peu près ce que nous avons de plus convenable, de plus acceptable, qui n'a pas encore été accepté par le régime, mais qui est revendiqué par l'opposition comme une base acceptable de négociation. Il faut que les armes s'arrêtent. Les armes étrangères, qui sont fournies à la Syrie de part et d'autre, doivent s'arrêter. L'Iran a un rôle essentiel, fondamental, à jouer pour être bienvenue à la table des négociations, en reconnaissant Genève 1, en demandant le départ des combattants étrangers et en interrompant le flux des armes. Il en est de même de l'autre côté. Je tiens absolument à insister sur le fait que c'est absolument symétrique comme exigence. L'opposition devra conduire, dès maintenant, un dialogue soutenu avec les groupes armés sur le terrain. La solution qui leur est présentée, le choix qui leur est présenté devrait être le suivant: soit vous acceptez de vous soumettre aux résultats d'un processus diplomatique, politique, qui conduira à une solution négociée et à un compromis ; soit vous serez combattus par les armes, comme des forces terroristes. C'est cela qui est sur la table aujourd'hui. Il faut un acteur politique qui sera le gouvernement de transition, qui ne peut pas être Bachar el-Assad lui-même je le répète mais qui peut être un gouvernement de transition. Ce gouvernement de transition aura pour mission première de combattre les djihadistes. Mais il faut d'abord tracer une ligne pour savoir qui sont les djihadistes à combattre, quels rebelles accepte de rentrer dans le processus et lesquels en seront exclus et deviendront un problème sécuritaire. Enfin, je voudrais dire que l'échéance de l'élection présidentielle de 2014 est annulée dès l'instant où le processus de négociation s'engage et que se constitue un gouvernement de transition – elle n'existe plus. –. L'argument selon lequel l'élection de 2014 tranchera ne tient donc plus puisque le gouvernement de transition doit élaborer un nouveau calendrier pour la période de transition. Personne ne peut tenir une élection en 2014 : pas le régime et pas davantage l'opposition.

Merci.

Steven Erlanger, directeur du bureau londonien, *The New York Times*

Merci, Bassma.